

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

VALANT ACTE D'ENGAGEMENT

**FOURNITURE ET LIVRAISON D'HÉLIUM, Y
COMPRIS ENTRETIEN ET RÉPARATION,
AINSI QUE LA PRESTATION DE
REEMPLISSAGE DES CADRES, DESTINÉS
AUX BASES SCIENTIFIQUES DE DUMONT
D'URVILLE ET CONCORDIA EN
ANTARCTIQUE**

LOT N° 2

ACCORD-CADRE N°2436F0356

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Engagement

Entre d'une part,

Le pouvoir adjudicateur : l'établissement public administratif **MÉTÉO-FRANCE**,

Situé 73 avenue de Paris – 94165 Saint-Mandé Cedex

(Téléphone : 01.77.94.77.94 – Télécopie : 01.77.94.70.05)

représenté par la **Présidente Directrice Générale** ou son représentant par délégation sis, 42 avenue Gaspard Coriolis – 31057 Toulouse Cedex 1

ci-après dénommé « **Météo-France** »,

et d'autre part,

L'ENTREPRISE :

Adresse du siège social :

SIRET :

Domiciliation bancaire :

Code Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé RIB	Domiciliation bancaire
IBAN (International Bank Account Number)			BIC (Bank Identifier Code)	

Représentée par :

agissant au nom et pour le compte de ladite société en qualité de :

☐ Représentant légal de l'entreprise.

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.

Déclarant : ☐ Renoncer au bénéfice de l'avance.

☐ Ne pas renoncer au bénéfice de l'avance

Si aucune des deux cases n'est cochée, cela vaut acceptation du bénéfice de l'avance

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché sont exécutées :

☐ par le siège.

☐ par l'établissement suivant :

Nom :

Adresse :

Numéro unique d'identification SIRET :

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »,

Il est convenu ce qui suit :

Table des matières

Engagement.....	2
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Forme du marché public.....	4
4. Durée du marché public.....	4
5. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	4
6. Montant du marché public.....	5
7. Notification des informations et des décisions.....	5
8. Nature des prestations.....	5
9. Modalités d'exécution des prestations.....	5
9.1. Réunions de lancement et de suivi de l'exécution du marché.....	5
9.2. Bons de commande.....	6
9.3. Transport, livraison et enlèvement des cadres.....	6
9.4. Sécurité.....	6
9.5. Prestations exceptionnelles.....	6
9.6. Sous-traitance.....	6
10. Obligations du titulaire.....	7
10.1. Obligations environnementales du titulaire.....	7
10.2. Assurance.....	7
10.3. Secret professionnel.....	7
10.4. Transfert des données.....	7
10.5. Information et conseil.....	7
10.6. Documentation.....	8
11. Constatation de l'exécution des prestations.....	8
11.1. Admission.....	8
11.2. Ajournement.....	8
11.3. Réfaction.....	9
11.4. Rejet.....	9
12. Protection des données personnelles.....	9
13. Personnes désignées de l'exécution des prestations.....	9
14. Établissement des prix.....	10
14.1. Définition des prix.....	10
14.2. Révision des prix.....	11
14.3. Clause de sauvegarde.....	12
15. Pénalités.....	12
16. Paiements.....	12
16.1. Avance.....	12
16.2. Modalités de paiement.....	12
16.3. Intérêts moratoires.....	13
16.4. Établissement des factures.....	13
17. Cession ou nantissement des créances.....	14
18. Pièces et attestations à fournir.....	14
18.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	14
18.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	14
18.3. Liste nominative du personnel étranger.....	14
18.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	15
19. Résiliation.....	15
20. Litiges et attribution de juridiction.....	15
21. Dérogations.....	15
22. Signatures.....	16

Cahier des clauses particulières

1. Objet du marché public

Le présent marché a pour objet la **fourniture et la livraison d'hélium, y compris entretien et réparation, ainsi que la prestation de remplissage des cadres, destinés aux bases scientifiques de Dumont d'Urville et Concordia en Antarctique.**

Ce marché comprend également une **prestation de transport de ces cadres** entre l'usine du titulaire et le centre météorologique de Trappes ou le port autonome du Havre.

2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. le présent **cahier des clauses particulières valant acte d'engagement** (CCP-AE) N° 2436F0356, son annexe financière N° 2436F0356, ainsi que la liste détaillée avec les prix des pièces détachées et réparation des cadres fournie par le titulaire dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Ce document général, bien que non fourni, est réputé connu du titulaire qui lui reconnaît expressément son caractère contractuel. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;
3. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

3. Forme du marché public

Le marché public est passé sous la forme d'un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande**, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que sa durée d'exécution dépasse de plus de six mois sa date de fin de validité.

4. Durée du marché public

Le présent accord-cadre est passé pour une période initiale d'un an à compter du 14 mars 2025 ou à de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconduit deux (2) fois par reconduction tacite et par période successive d'un an.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins un mois avant la fin de l'accord cadre.

5. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Le marché public commence à s'exécuter à compter du 14 mars 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

6. Montant du marché public

Le montant maximum des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre est de **deux cent soixante-dix mille euros hors taxes (270 000 € HT)**. Si ce montant maximum est atteint, l'accord-cadre prend fin de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Il n'est pas fixé de montant minimum.

7. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

8. Nature des prestations

Météo-France possède une soixantaine de cadres d'hélium de huit à neuf bouteilles, situés sur les bases Antarctique de Dumont d'Urville, Concordia, et dans son centre météorologique de Trappes. Ce volant de cadres d'hélium permet d'assurer d'une année sur l'autre l'approvisionnement en hélium des stations et le retour des cadres vides de l'Antarctique vers la France Métropolitaine.

L'IPEV assure le transport de ces cadres du Havre aux stations d'Antarctique.

Météo-France doit gérer la partie métropolitaine de la logistique, l'entretien et le remplissage des cadres d'hélium nécessaires à l'activité de radiosondage en Antarctique. A titre indicatif, cela représente un volume d'une quinzaine de cadres par an environ.

Le titulaire du présent marché est chargé de :

- **remplir à une pression de 200 bars les cadres d'hélium livrés dans son usine par Météo-France. La pureté du gaz doit être au moins égale à 99,995 %. La vanne de sortie du cadre doit impérativement être scellée par le titulaire afin d'éviter les fuites de gaz avant utilisation.**
- analyser l'état des cadres d'hélium reçu ;
- réparer les cadres d'hélium en fonction de leur état et les faire rééprouver ;
- mettre au rebut les cadres non réparables ;
- transporter les cadres remplis ou vides en fonction du besoin de Météo-France ;
- livrer les cadres réparés vides au centre météorologique de Trappes en fonction du besoin de Météo-France ;
- vendre des détendeurs et des cadres en fonction du besoin de Météo-France.

9. Modalités d'exécution des prestations

9.1. Réunions de lancement et de suivi de l'exécution du marché

Une réunion de lancement de l'exécution de l'accord-cadre est programmée dans les jours qui suivent sa notification.

Pendant l'exécution, des réunions de suivi du marché peuvent se tenir sur demande de Météo-France. Les dates sont fixées d'un commun accord entre les parties. Un compte rendu de réunion est réalisé à l'issue de la réunion.

9.2. Bons de commande

Les commandes sont émises au fur et à mesure des besoins de Météo-France, les bons de commandes sont datés et numérotés. Ils comportent :

- la quantité et les références des cadres à traiter (remplissage en hélium, réparation, mise au rebut),
- le type de réparation à effectuer en fonction de l'analyse de l'état des cadres d'hélium,
- le lieu de livraison,
- la date de livraison souhaitée.

9.3. Transport, livraison et enlèvement des cadres

Le titulaire livre les cadres d'hélium remplis par ses soins (cadres propriété de Météo-France) à la date demandée au lieu indiqué sur le bon de commande et en adéquation avec le délai indiqué sur l'annexe financière.

Pour chaque livraison effectuée au titre du présent accord-cadre, les fournitures sont accompagnées d'un bon de livraison numéroté, dressé distinctement pour chaque commande sur lequel figurent le lieu de livraison, la date de livraison, la quantité livrée et le numéro de l'ordre de livraison. Un exemplaire de ce bon de livraison est adressé à Météo-France.

Le titulaire indique obligatoirement sur le bon de livraison que la fourniture de l'hélium est destinée à l'exportation définitive et affectée à une exploitation en Antarctique, exonérée de TVA conformément à l'article 262-I du Code Général des impôts. Dans le cas où le titulaire oublie cette mention obligatoire, il corrige impérativement sans délai le bon de livraison.

La responsabilité du titulaire sur la détérioration des matériels lors du transport est effective lorsque des réserves sont faites sur le bon de livraison du transporteur.

Le titulaire est également responsable des détériorations des cadres dès lors qu'il les a enlevés pour les remplir ou les transporter.

Lors de la livraison Météo-France procède à une vérification quantitative et qualitative et signe le bon de livraison.

A compter de la date de livraison, Météo-France a la garde des équipements livrés et en a la responsabilité.

9.4. Sécurité

Le titulaire est responsable de l'attitude du personnel, concernant les obligations de discrétion et de sécurité en vigueur sur le site portuaire. Le titulaire est responsable des dégâts imputables, de façon irréfutable, à ce personnel.

9.5. Prestations exceptionnelles

Il peut s'avérer, ponctuellement, que des prestations non prévues au présent accord-cadre deviennent indispensables, pour des raisons exceptionnelles. Un devis est alors demandé par télécopie, et soumis à l'approbation de la direction des systèmes d'observation. En cas d'acceptation du devis, un ordre de livraison est émis au titre du présent accord-cadre ; toutefois, le montant total de ces dépenses exceptionnelles ne peut excéder 5 % du montant des prestations déjà commandées (hors prestations exceptionnelles) au moment de la notification du bon de commande.

9.6. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France.

10. Obligations du titulaire

10.1. Obligations environnementales du titulaire

Le titulaire du marché est tenu de respecter un certain nombre d'exigences environnementales :

- pour assurer le transport et la livraison des bouteilles et cadres d'Hélium, le titulaire est tenu d'utiliser des véhicules à la norme euro 5, euro 6 ou certification équivalente ;
- mettre en place une politique d'entretien et de renouvellement des véhicules visant à réduire les impacts négatifs sur l'environnement : réduction de la consommation de carburants, réduction des gaz à effets de serre... ;
- assurer un suivi à caractère environnemental relatif au bilan kilométrique par transport faisant apparaître le bilan carbone, le type de véhicule utilisé. Ce suivi est repris dans le bilan environnemental présenté tous les ans ;
- réaliser un bilan annuel environnemental de l'exécution du marché transmis systématiquement au plus tard un mois après la fin de chaque exercice écoulé. Ce bilan peut faire l'objet d'une présentation lors de la réunion annuelle de suivi du marché.

10.2. Assurance

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et /ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du marché.

Durant toute la durée de validité du marché, il s'engage à Météo-France, sur simple demande, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Il s'engage à informer expressément Météo-France de toute modification ultérieure de son contrat d'assurance.

10.3. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. Ce secret s'étend notamment aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances professionnelles échangées ainsi qu'à tous les documents préparés à cette occasion.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes informations obtenues dans le cadre de ce marché, public sont couvertes par l'application du secret professionnel.

Ce secret couvre les affaires, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

La restriction du secret professionnel est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

10.4. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

10.5. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

10.6. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11. Constatation de l'exécution des prestations

Le titulaire livre les fournitures objet du présent marché selon les indications fournies par Météo-France à l'article 9.3 du présent document.

Lors de la livraison Météo-France procède à une vérification quantitative et qualitative et signe le bon de livraison : Météo-France vérifie la pression des cadres (pression nominale dans une gamme standard d'utilisation).

- Si un problème est constaté, Météo-France doit en informer par mail le titulaire et demander le remplacement du cadre.
- Météo-France se réserve en outre le droit d'effectuer par ses propres moyens un contrôle quant à la qualité du matériel et du gaz fournis. Ce contrôle peut être effectué par un personnel de Météo-France ou par un tiers désigné par Météo-France.

Si aucun problème n'a été signalé et que les vérifications (si elles ont été effectuées) sont positives, l'admission est prononcée.

Si un problème est signalé et/ou que les vérifications s'avèrent négatives, il y a rejet et le titulaire doit livrer à nouveau.

Un nouveau contrôle est effectué qui donne lieu à admission ou à rejet définitif.

Tous les frais imputables aux rejets sont à la charge du titulaire.

Dans le cas où aucune vérification n'est effectuée par Météo-France dans les vingt-quatre heures, l'admission est réputée prononcée.

A l'issue de ces opérations de vérification Météo-France prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions définies ci-après.

11.1. Admission

Météo-France prononce l'admission des prestations dans un **délai de sept jours maximum**, si elles répondent aux stipulations du présent marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission. En cas d'admission tacite, la date d'effet est la date d'expiration des délais de constatation prévus ci-dessus.

Si les opérations de vérification sont positives, Météo-France établit le procès-verbal d'admission qui permet la mise en paiement du solde.

L'admission entraîne transfert de propriété.

11.2. Ajournement

Météo-France, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, à Météo-France, les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours maximum.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, Météo-France a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 11.3 et 11.4 du présent document dans un délai de quinze (15) jours, courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de cinq jours ci-dessus mentionné. Le silence de Météo-France au-delà de ce délai de dix (10) jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente, à nouveau, les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, Météo-France dispose, à nouveau, de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

11.3. Réfaction

Lorsque Météo-France estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du présent marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, Météo-France dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, Météo-France est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

11.4. Rejet

Lorsque Météo-France estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Tous les frais imputables aux rejets sont à la charge du titulaire.

12. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public, le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG-FCS.

13. Personnes désignées de l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la Direction des Systèmes d'information est la **Présidente-Directrice Générale** de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est la **Directrice des Systèmes d'Observation**, ou son représentant. Elle est l'interlocutrice du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des systèmes d'observation
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Le correspondant technique de Météo-France est le responsable de la division Gestion et Contrôle de l'observation en Altitude de la direction des systèmes d'observation ou son représentant ; son nom est communiqué au titulaire lors de la réunion de lancement du marché.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le **Directeur Financier** de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'**Agent comptable secondaire de Toulouse**.

Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable secondaire
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 18 du présent cahier des clauses particulières).

Par dérogation de l'article 41.1 du CCAG-FCS le titulaire est tenu d'informer Météo-France dans un délai de huit (8) jours tout changement de contact en charge de l'exécution des prestations.

14. Établissement des prix

14.1. Définition des prix

Les prix sont fixés à l'**annexe financière** de l'acte d'engagement du marché public.

- Poste 1 : Remplissage d'hélium : Le titulaire indique le prix unitaire HT au m³ de l'hélium ; La fourniture d'hélium **étant destinée l'exportation définitive et affecté à une exploitation en Antarctique est exonérée de TVA conformément à l'article 262-I du Code Général des impôts.**
- Poste 2 : Forfait contribution sanitaire et environnement : Ce poste est facturé à chaque livraison de cadres et correspond à tous les frais sanitaires liés aux prestations associées (comme par exemple la fourniture de EPI supplémentaires tels que gel hydroalcoolique, le nettoyage et la désinfection des cadres, les procédures qualité sur la distribution des gaz, la réorganisation de tournées, etc.).
- Postes 3 et 4 : Ils concernent le transport de cadres remplis vers le port du Havre à partir des locaux du titulaire ou du Centre Météorologique de Trappes. Ces transports sont exonérés de TVA car **affectés à l'exportation définitive de l'hélium et une exploitation de ce dernier en Antarctique conformément à l'article 262-I du Code Général des impôts.**
- Postes 5 à 7 : Ils concernent les prestations de livraison et enlèvement entre le Centre Météorologique de Trappes et les locaux du titulaire, ainsi que les opérations de levage de cadres à Trappes.
- Poste 8 : Remise en état des cadres : le titulaire fournit une liste détaillée avec les prix HT de pièces détachées et de réparation permettant de remettre en état les cadres de bouteilles.
- Postes 9 et 10 : Ces postes correspondent à l'acquisition par Météo-France de détendeurs (pour les cadres de 200 bars) et cadres. Les prix sont donnés en HT.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 % sauf pour les postes 1, 3 et 4 **qui sont exonérés de TVA.**

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

14.2. Révision des prix

- **Poste 1 Hélium et poste 2 Forfait Contribution Sanitaire Environnement :**

Les prix des postes 1 et 2 fixés de l'annexe financière de l'accord-cadre sont ajustés, à la hausse comme à la baisse, sur proposition du titulaire, au maximum **une fois par mois.**

Le titulaire s'engage à communiquer les nouveaux prix à la Direction Financière de Météo-France à l'adresse suivante avant le 5 du mois à partir duquel leur application est demandée :

A défaut de transmission, les prix en cours sont appliqués jusqu'à la date de mise en œuvre des nouveaux prix sans que le titulaire ne puisse ni refuser de livrer ni demander une régularisation ou indemnité pour le manque à gagner.

- **Postes 3 à 10 :**

Les prix des postes 3 à 6 sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Ils sont établis dans les conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres, soit **Janvier 2025**.

Les prix du marché sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre et selon la formule paramétrique suivante :

$$P_1 = P_0 (ICHT-TS_1/ICHT-TS_0)$$

Dans laquelle :

P₁ est le prix révisé.

P₀ est le prix initial.

L'indice de référence est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 – (ICHT-TS) Identifiant INSEE **001565183** : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

ICHT-TS₀ est la dernière valeur définitive de l'indice publiée à la date limite de remise de l'offre soit Janvier 2025.

ICHT-TS₁ est la dernière valeur définitive de l'indice publiée à la date du calcul de la révision de prix.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé **P₁** par application de ce coefficient est arrondi à la deuxième décimale la plus proche.

Disparition de l'indice : En cas de disparition de l'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice est effectuée par voie de modification au marché public en application des articles L2194-1 et 2, R2194-1 à 10 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer **pour l'ensemble des postes** sont ceux issus de l'annexe financière applicable **au moment de la commande**.

14.3. Clause de sauvegarde

Météo-France se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire la partie non exécutée du marché, dans le cas où l'ajustement des prix conduirait à une augmentation supérieure à **8 %** (huit pour cent) entre deux mois consécutifs, ou si la hausse des prix constatée entre l'annexe financière fournie lors de la remise d'offre initiale et les prix sur une période de douze mois consécutifs, à compter la notification du marché, ou sur une période de douze mois consécutifs de reconduction du marché à la date anniversaire de notification, est supérieure à **20 %** (vingt pour cent).

Toutefois, en cas de sujétions particulières affectant la production et la commercialisation de l'hélium, la prise en considération de la nouvelle situation économique peut être arrêtée par Météo-France sur la base des éléments d'information produits par le titulaire démontrant le caractère exceptionnel, conjoncturel et économique des événements, qui, en tout état de cause, doivent être extérieurs et imposés de façon insurmontable au titulaire. Ainsi, une hausse supérieure à celle prévue dans la clause de sauvegarde peut être acceptée si les justificatifs sont jugés suffisants par Météo-France.

15. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Lorsque, du fait du titulaire, la livraison n'est pas effectuée à la date prévue par l'ordre de livraison, ou si un rejet a dû être prononcé du fait de la mauvaise qualité de la prestation ayant entraîné l'absence d'hélium pour la rotation considérée, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de :

1 000 € HT

L'application des pénalités s'effectue après constitution d'un dossier de pénalités.

Ce dossier est complété des observations du titulaire et du responsable technique concerné de Météo-France, afin que Météo-France prenne ensuite sa décision, qui est notifiée au titulaire.

16. Paiements

16.1. Avance

Sauf renoncement du titulaire, le versement de l'avance s'effectue selon les modalités prévues aux articles L. 2191-2, L. 2191-3, R. 2191-3 et R. 2191-5 à 7 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Ce taux s'applique au montant en prix de base toutes taxes comprises des bons de commande à partir de 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est strictement supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance est terminé lorsque ce taux atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

16.2. Modalités de paiement

Le paiement des fournitures objet du présent marché s'effectue à **terme échu** après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

16.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

16.4. Établissement des factures

Dès lors que le titulaire facture de la fourniture d'Hélium (Poste 1) et le transport des cadres remplis vers le port du Havre (Poste 3 et 4), il doit être impérativement être indiqué sur la facture la mention suivante : « **Hélium étant destiné l'exportation définitive et affecté à une exploitation en Antarctique, livraison exonérée de TVA conformément à l'article 262-I du CGI** ».

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : **2436F0356**
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : **36DSOA**
- **La numérotation des postes, qui figure dans l'annexe financière.**
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses
Météopôle
Bâtiment Poincaré
42 avenue Gaspard Coriolis
31057 TOULOUSE Cedex

depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

17. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

18. Pièces et attestations à fournir

18.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

18.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

18.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

18.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du

travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

19. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG/FCS, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 18.1 présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

20. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG/FCS, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative suivante :

Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

21. Dérogations

Les articles suivants du présent cahier des clauses particulières déroge aux stipulations mentionnées dans le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) :

Articles du CCP	Libellé de l'article	Article du CCAG-FCS
13	Personnes désignées de l'exécution des prestations	41.1
14.1	Définition des prix	10.2.2
14.2	Révision des prix	10.2.2
15	Pénalités	14.1.3

22. Signatures

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement du présent marché et des documents qui y sont mentionnés,

Je m'engage, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux prix mentionnés.

<p>A....., le.....</p> <p><i>Le titulaire :</i></p> <p><i>(Nom, prénom, qualité du signataire, cachet de l'entreprise)</i></p>	<p>A....., le.....</p> <p><i>Le représentant du pouvoir adjudicateur :</i></p>
<p><i>Pour l'État et ses établissements :</i></p> <p>A....., le.....</p> <p><i>Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier</i></p>	